ADDENDA À LA DÉCLARATION DE FIDUCIE DU RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE-RETRAITE ÉTABLISSANT UN COMPTE DE RETRAITE IMMOBILISÉ

Nouvelle-Écosse (CRI)

1. **Définitions –** Veuillez prendre note que, dans le présent addenda, les pronoms **« je »**, **« me »** et **« moi »** et les adjectifs **« mon »**, **« ma »** et **« mes »** se rapportent à la personne qui signe la demande à titre de demandeur et de propriétaire du régime et qui en est le « rentier », au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, et que **« fiduciaire »** désigne le fiduciaire du régime.

   Veuillez également prendre note que, dans le présent addenda :

   « **déclaration de fiducie** » désigne la déclaration de fiducie du régime d'épargne-retraite que j'ai conclue avec le fiduciaire ;

   « loi sur les pensions » désigne la loi intitulée *Pension Benefits Act* de la Nouvelle-Écosse, dans sa version courante ;

   « **biens** » désigne collectivement les biens de placement (y compris les revenus gagnés sur ces biens et le produit de ces biens) détenus dans le régime ;

   « Règlement » désigne le règlement intitulé *Pension Benefits Regulation* pris en vertu de la loi sur les pensions, dans sa version courante ; et

   « fiduciaire » désigne Compagnie Trust Royal ou Société Trust Royal du Canada, selon le cas, selon la déclaration de fiducie, dont le siège est situé à la Royal Trust Tower, 155, rue Wellington Ouest, 20e étage, Toronto (Ontario) M5V 3K7.

   De plus, les termes **« contrat de rente viagère »** et **« transfert »** s'entendent au sens qui est donné, respectivement, aux termes « life annuity contract » et « transfer » dans la loi sur les pensions et le Règlement.

   Les autres termes utilisés dans le présent addenda s'entendent au sens qui leur est donné dans la déclaration de fiducie. Je me reporterai au besoin à la déclaration de fiducie. Les termes employés dans l'annexe 3 jointe au présent addenda et en faisant partie intégrante s'entendent au sens qu'il leur y est donné.

   Je conviens avec le fiduciaire de ce qui suit :

2. **Conditions générales** – Le présent addenda fera partie de la déclaration de fiducie et s'applique au régime ainsi qu'à tous les biens. En cas d'incompatibilité entre le présent addenda et la déclaration de fiducie, l'addenda prévaut.

3. **CRI** – Le fiduciaire veillera à ce que le régime demeure un CRI conformément aux exigences de la loi sur les pensions, du Règlement et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). En cas d'incompatibilité entre le présent addenda et la loi sur les pensions, le Règlement ou la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, la loi sur les pensions, le Règlement ou la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, selon le cas, prévaut.

4. **Fiabilité des renseignements –** Le fiduciaire est fondé à se fier aux renseignements que j'ai fournis dans ma demande pour :

a) acheter le régime ; et

b) retirer de l'argent du régime, notamment les sommes excédentaires au sens donné à « excess amounts » dans la loi sur les pensions et le Règlement. Toute demande conforme aux exigences de la loi sur les pensions et du Règlement vaut autorisation pour le fiduciaire de procéder au paiement ou au transfert visé à partir du régime conformément à la loi sur les pensions et au Règlement, notamment le paiement des sommes excédentaires à partir du régime. Le fiduciaire est tenu de procéder au paiement ou au transfert auquel j'ai droit dans les 30 jours suivant la réception de la demande remplie et de tout renseignement complémentaire concernant la demande et les documents joints qu'il juge nécessaire pour comprendre les documents et en vérifier l'authenticité.

4. **Placement des biens –** Les biens détenus dans le régime doivent être placés conformément à mes instructions et aux règles relatives au placement de l'argent du REER énoncées dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et les règlements pris en vertu de celle-ci.

5. **Modification –** Le fiduciaire n'est pas autorisé à modifier le présent addenda, sauf de la façon prévue dans l'annexe 3 et le Règlement.

6. **Évaluation –** La valeur des biens à la date à laquelle je signe une demande doit être déterminée au moyen du relevé du régime le plus récent m'ayant été remis, lequel relevé ne peut dater de plus d'un an avant ladite date de signature. Les méthodes et facteurs utilisés pour établir la valeur du régime en vue d'un transfert de biens, de l'achat d'un contrat de rente viagère ou d'un paiement ou transfert à mon décès doivent être les méthodes et facteurs qu'utilise normalement le fiduciaire pour déterminer la juste valeur marchande du régime au moment du transfert, de l'achat ou du paiement en question.

7. **Distinction fondée sur le sexe :** [cocher l'une des cases ci-dessous]

☐ La valeur escomptée de la prestation de retraite transférée au régime a été déterminée en établissant une distinction fondée sur le sexe.

☐ La valeur escomptée de la prestation de retraite transférée au régime a été déterminée sans établir de distinction fondée sur le sexe.

8. **Information –** Le fiduciaire s'engage à fournir l'information indiquée à l'article 4 de l'annexe 3 aux personnes qui y sont décrites.

9. **Transferts à partir du régime –** Les biens détenus dans le régime peuvent être transférés conformément à l'annexe 3, notamment pour acheter une rente viagère immédiate ou différée, conformément à la définition d'un revenu de retraite donnée au paragraphe 146(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, auprès d'une personne autorisée, en vertu des lois du Canada ou d'une province, à vendre des rentes au sens de l'article 248 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada en vertu d'un contrat d'assurance, pour autant que la rente ne commence pas plus de 10 ans avant la date de retraite normale la plus précoce permise aux termes de tout régime enregistré de retraite à partir duquel les biens ont été transférés et commence au plus tard le

31 décembre de l'année au cours de laquelle j'atteins l'âge maximal pouvant alors être prescrit par la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, la loi sur les régimes de pension et le Règlement pour commencer à recevoir un revenu de retraite.

10. **Cession ou rachat –** Sous réserve de la loi sur les pensions :

(a) les biens du régime ne peuvent être cédés, grevés, aliénés, y compris par anticipation, ou donnés en garantie, et toute opération à cet effet est nulle ;

(b) les biens du régime ne peuvent être rachetés ou abandonnés de mon vivant, et toute opération à cet effet est nulle, sauf si une somme doit être payée pour réduire le montant d'impôt autrement payable aux termes de la partie X.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

Annexe 3 : Addenda CRI pour la Nouvelle-Écosse
(*Pension Benefits Regulations*)

Nota : Le document ci-dessous est l'annexe 3 du Règlement de la Nouvelle-Écosse intitulé *Pension Benefits Regulations*. Il fait partie du Règlement et doit se lire et s'interpréter conjointement à la *Pension Benefits Act* et à ses règlements. Prenez note que cette section est extraite directement de la législation de la Nouvelle-Écosse et qu'il n'en existe donc pas de version française.

Definitions for this Schedule

1 In this Schedule,

"Act" means the *Pension Benefits Act*;

"domestic contract", as defined in Section 2 of the regulations, means a written agreement referred to in, and for the purpose of, Section 74 of the Act, or Section 14 of the *Pooled Registered Pension Plans Act*, that provides for a division between spouses of any pension benefit, deferred pension, pension, LIRA or LIF, and includes a marriage contract as defined in the *Matrimonial Property Act*;

"federal *Income Tax Act*", as defined in Section 2 of the regulations, means the *Income Tax Act* (Canada) and, unless specified otherwise, includes the regulations made under that Act;

"owner" means any of the following persons, as set out in subsection 200(2) of the regulations, who has purchased a LIRA:

(i) a former member who is entitled to make a transfer under clause 61(1)(b) of the Act,

(ii) a spouse of a person who was a member, and who is entitled to make transfer under clause 61(1)(b) of the Act,

(iii) a person who has previously transferred an amount under clause 61(1)(b) of the Act into a LIRA or LIF,

(iv) a person who has previously transferred an amount into a LIRA as a result of a division of any pension benefit, deferred pension or pension under Section 74 of the Act,

(v) a spouse who is entitled to transfer a lump sum as a result of a division of any pension benefit, deferred pension or pension under Section 74 of the Act,

(vi) if the funds in the account of a pooled registered pension plan are used for the purchase, a person who transfers the amount in accordance with the *Pooled Registered Pension Plans Act* and the *Pooled Registered Pension Plans Regulations*,

(vii) a former member of the Public Service Superannuation Plan under the *Public Service Superannuation Act* who is entitled to make a transfer in accordance with the Public Service Superannuation Plan,

(viii) a spouse of a person who was a member of the Public Service Superannuation Plan under the *Public Service Superannuation Act* who is entitled to make a transfer in accordance with the Public Service Superannuation Plan,

(ix) a former member of the Teachers' Pension Plan who is entitled to make a transfer in accordance with subclause 24(11)(b)(ii) or 24(12)(b)(ii) of the *Teachers' Pension Plan Regulations*,

(x) a spouse of a person who was a member of the Teachers' Pension Plan who is entitled to make a transfer in accordance with clause 41(4)(b) of the *Teachers' Pension Plan Regulations*;

"regulations" means the *Pension Benefits Regulations* made under the Act;

"spouse", as defined in the Act, means either of 2 persons who

(i) are married to each other,

(ii) are married to each other by a marriage that is voidable and has not been annulled by a declaration of nullity,

(iii) have gone through a form of marriage with each other, in good faith, that is void and are cohabiting or, if they have ceased to cohabit, have cohabited within the 12-month period immediately preceding the date of entitlement,

(iv) are domestic partners within the meaning of Section 52 of the *Vital Statistics Act*, or

(v) not being married to each other, are cohabiting in a conjugal relationship with each other, and have done so continuously for at least

(A) 3 years, if either of them is married, or

(B) 1 year, if neither of them is married; and

"Superintendent", means the Superintendent of Pensions, as defined in the Act;

Note Re Requirements of the *Pension Benefits Act* and *Regulations* and the *Pooled Registered Pension Plans Act* and its regulations

Prohibitions on transactions from Section 91 of Act
Under Section 91 of the Act, and Section 12 of the *Pooled Registered Pension Plans Act*, money held in a LIRA must not be commuted or surrendered in whole or in part except as permitted by this Schedule and the regulations including, without limiting the generality of the foregoing, the following Sections of the regulations: • Sections 211 through 230, respecting withdrawal in circumstances of financial hardship • Section 231, respecting withdrawal in circumstances of considerably shortened life expectancy • Section 232, respecting withdrawal in circumstances of non-residency • Section 233, respecting withdrawal of small amounts at age 55 • Section 198, respecting the transfer of an excess amount, as defined in that Section. Pursuant to subsection 91(2) of the Act and subsection 12(2) of the *Pooled Registered Retirement Savings Plans Act*, any transaction that contravenes Section 91 of the Act or subsection 12(2) of the *Pooled Registered Retirement Savings Plans Act* is void.
Value of assets in LIRA subject to division
The value of the assets in a LIRA is subject to division in accordance with all of the following: • an order of the Supreme Court of Nova Scotia that provides for a division of a pension benefit, a deferred pension or a pension under Section 74 of the Act, or a division of the funds in a pooled registered pension plan account under Section 14 of the *Pooled Registered Retirement Savings Plans Act* • a domestic contract that provides for the division of a pension benefit, deferred pension or pension under Section 74 of the Act, or a division of the funds in pooled registered pension plan account under Section 14 of *the Pooled Registered Retirement Savings Plans Act* • the regulations
Money held in LIRA
The following requirements are set out in the *Pension Benefits Act* and are applicable to LIRAs governed by this Schedule: • Money held in a LIRA must not be assigned, charged, or given as security except as permitted by subsection 88(3) of the Act, Section 90 of the Act, subsection 12(3) of the *Pooled Registered Retirement Savings Plans Act* or Section 13 of the *Pooled Registered Retirement Savings Plans Act*, and any transaction purporting to assign, charge, anticipate or give the money in the LIRA as security is void. • Money held in a LIRA is exempt from execution, seizure or attachment except for the purpose of enforcing a maintenance order as permitted by Section 90 of the Act or Section 13 of the *Pooled Registered Retirement Savings Plan Act*.

Transferring assets from LIRAs

2 **(1)** An owner of a LIRA may transfer all or part of the assets in the LIRA to any of the following:

(a) the pension fund of a pension plan registered under the pension benefits legislation in any Canadian jurisdiction or to the pension fund of a pension plan provided by a government in Canada;

(b) a LIRA held by another financial institution;

(c) a LIF;

(d) a life annuity;

(e) a pooled registered pension plan.

(2) The date of a transfer under subsection (1) must not be later than 30 days after the owner requests it, unless any of the following apply:

(a) the financial institution providing the LIRA does not have all the information necessary to complete the transaction, in which case the 30-day period begins to run from the date the financial institution has all the necessary information;

(b) the transfer is in respect of assets held as securities whose term of investment extends beyond the 30-day period.

(3) If assets in a LIRA consist of identifiable and transferable securities, the financial institution providing the LIRA may transfer the securities with the consent of the owner of the LIRA.

(4) A financial institution providing a LIRA must advise the financial institution to which the assets of the LIRA are transferred

(a) that the assets were held in a LIRA in the current year; and

(b) whether the assets were determined in a manner that differentiated on the basis of sex.

Information to be provided by financial institution on transfers of assets of LIRAs

3 If the assets in a LIRA are transferred, the financial institution providing the LIRA must give the owner the information required by Section 4 of this Schedule, determined as of the date of the transfer.

Information to be provided annually by financial institution

4 At the beginning of each fiscal year of a LIRA, a financial institution providing the LIRA must provide all of the following information to the owner about their LIRA as of the end of the previous fiscal year:

(a) with respect to the previous fiscal year,

(i) the sums deposited,

(ii) any accumulated investment earnings, including any unrealized capital gains or losses, Starlight™ CAPITAL Placements ciblés

(iii) the payments made out of the LIRA,

(iv) any withdrawals from the LIRA,

(v) the fees charged against the LIRA;

(b) the value of the assets in the LIRA at the beginning of the fiscal year of the LIRA.

Death benefits

5 **(1)** If the owner of a LIRA dies, the following are entitled to receive a benefit equal to the value of the assets in the LIRA, subject to subsections (4) and (5):

(a) the owner’s spouse;

(b) if there is no spouse or if the spouse is disentitled under subsection (4) or (5), the owner's named beneficiary;

(c) if there is no named beneficiary, the personal representative of the owner's estate.

(2) For the purposes of subsection (1), a determination as to whether an owner of a LIRA has a spouse must be made as of the date the owner dies.

(3) For the purposes of subsection (1), the value of the assets in a LIRA includes all accumulated investment earnings, including any unrealized capital gains and losses, of the LIRA from the date of death until the date of payment.

(4) A spouse is not entitled to receive the value of the assets in a LIRA under clause (1)(a) if the owner of the LIRA was not

(a) a member or former member of a pension plan from which the assets were transferred, directly or indirectly, to purchase the LIRA.

(b) a member of a pooled registered pension plan from which the assets were transferred, directly or indirectly, to purchase the LIRA.

(5) A spouse who, as of the date the owner of a LIRA dies, is living separate and apart from the owner without a reasonable prospect of resuming cohabitation, is not entitled to receive the value of the assets in the LIRA under clause (1)(a) if any of the following conditions apply:

(a) the spouse delivered a written waiver to the financial institution in accordance with Section 6 of this Schedule;

(b) the terms of a written agreement respecting the division of the LIRA that was entered into before the date of the owner's death disentitle, or do not expressly or impliedly entitle, the spouse to receive an amount under the LIRA;

(c) the terms of a court order issued before the owner's death disentitle, or do not expressly or impliedly entitle, the spouse to receive an amount under the LIRA.

(6) The benefit described in subsection (1) may be transferred to a registered retirement savings arrangement in accordance with the federal *Income Tax Act*.

Waiver of entitlement to death benefits by spouse

6 **(1)** A spouse of an owner of a LIRA may waive their entitlement to receive a benefit described in Section 5 of this Schedule from the LIRA, by delivering, any time before the death of the owner, a written waiver in an approved form to the financial institution providing the LIRA.

(2) A spouse who delivers a waiver under subsection (1) may cancel it by delivering a written and signed notice of cancellation to the financial institution before the date the owner of the LIRA dies.

Information to be provided by financial institution on death of owner

7 If the owner of LIRA dies, the financial institution providing the LIRA must give the information required by Section 4 of this Schedule, determined as of the date of the owner's death, to any person who is entitled to receive the assets in the LIRA under subsection 5(1) of this Schedule.